

BRÈVES ÉCONOMIQUES Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 13 mai 2024

Impacts économiques et mesures de mitigation des inondations dans le Rio Grande do Sul.

L'État du Rio Grande do Sul fait face à sa plus grande catastrophe climatique à ce jour. Des inondations historiques ont causé d'importants dégâts matériels et des pertes humaines. Le gouvernement brésilien, avec le soutien de plusieurs organisations internationales, a déjà annoncé diverses mesures pour faire face à ce désastre. Bien que l'évaluation des effets économiques soit encore incertaine, les premières estimations indiquent des impacts significatifs tant au niveau régional que national.

L'inflation repart à la hausse en avril et augmente de 0,33%.

L'indice général des prix à la consommation (IPCA) a accéléré au mois d'avril. Il a atteint +0,33% sur le mois, contre +0,10% en mars. Cette hausse est largement tirée par l'augmentation des prix alimentaires, des médicaments et des carburants.

Les cotisations sociales payées par les entreprises dépassent le montant des salaires versés.

Une étude de la FIPE révèle que les cotisations sociales payées par les entreprises dépassent le montant des salaires versés aux employés. Depuis 2012, 17 secteurs économiques à forte intensité de main d'œuvre sont exemptés d'une partie de ces charges, en particulier les cotisations versées à la sécurité sociale. Le gouvernement actuel envisage de réviser ce modèle d'imposition.

Graphique de la semaine : Evolution de l'inflation et du taux directeur et prévisions de marché.

LE CHIFFRE A RETENIR :

**64 Mds
USD**

Le montant des IDE reçus par le Brésil en 2023, le plaçant comme 2^{ème} récipiendaire mondial en termes nets, derrière les États-Unis (OCDE)

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+0,4%	-3,5%	128 028
Risque-pays (EMBI+ Br)	+7pt	+9pt	211
Taux de change BRL/USD	-1,0%	+4,6%	5,12
Taux de change BRL/€	-0,2%	+3,9%	5,56

Note : Données du jeudi à 14h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Etude économique

Impacts économiques et mesures de mitigation des inondations dans le Rio Grande do Sul.

L'Etat du Rio Grande do Sul (RS), situé dans le sud du Brésil, est confronté à sa plus grande catastrophe climatique.

Des pluies excessives depuis fin avril ont déclenché des inondations, des glissements de terrain et des dégâts matériels importants (infrastructures, habitations et routes dans plusieurs municipalités à forte densité de population). Selon les chiffres du 15 mai de la Sécurité civile, près de 90% des municipalités de l'État seraient touchées par les inondations. Le bilan humain, arrêté à cette date, compte déjà plus de 806 blessés et 149 décès.

Le gouvernement fédéral a annoncé une série de mesures pour aider l'Etat du RS à faire face à la catastrophe, notamment 50,9 Mds BRL (9,1 Mds EUR) pour soutenir les ménages et entreprises touchées par les inondations¹ et 12,2 Mds BRL (2,2 Mds EUR) de crédits exceptionnels qui seront alloués aux actions d'urgence dans l'Etat².

Le Congrès et le Sénat ont approuvé le 7 mai un décret reconnaissant **l'état de « calamité publique » du RS**, afin de dégager des ressources budgétaires extraordinaires. **Cela signifie que toutes les dépenses extraordinaires fédérales visant à aider l'Etat de RS seront**

exclues de la LRF (loi sur la responsabilité fiscale) et des objectifs budgétaires.

Le gouvernement a également annoncé la suspension des paiements de la dette (principal et intérêts) du RS envers l'Union³ pour une durée allant jusqu'à 3 ans, ce qui pourrait correspondre à une annulation du remboursement du principal de la dette allant jusqu'à 11 Mds BRL (2 Mds EUR) et une exonération des intérêts de la dette d'environ 12 Mds BRL (2,2 Mds EUR).

Par ailleurs, plusieurs organisations internationales ont annoncé des mesures de soutien en faveur de l'État du RS. La Banque interaméricaine de développement (BID) a dévoilé un prêt potentiel de 5,5 Mds BRL (1 Md EUR)⁴ pour l'État, principalement destiné à la reconstruction des infrastructures, au maintien de l'emploi et à l'appui aux entreprises. La Banque mondiale a également promis un soutien d'urgence de 125 M USD (116 M EUR) à l'État, en réallouant certains fonds déjà disponibles à cette fin. La Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) a affirmé qu'elle apporterait jusqu'à 3,8 Mds BRL (684 M EUR) d'aide au RS, incluant des réaffectations de lignes de crédit existantes et de nouveaux financements.

La tragédie a également engendré un vaste élan de solidarité parmi les brésiliens, qui se sont fortement mobilisés à travers des collectes de fonds en ligne via la plateforme *Pix* et des actions de collecte alimentaire.

¹ Du côté des ménages, le soutien est principalement financier, à travers les avances sur les primes salariales (758 M BRL), les versements supplémentaires de l'assurance chômage (495 M BRL), le remboursement de l'impôt sur le revenu (1 Md BRL) et les allocations *Bolsa Família* (380 M BRL). Ces aides devraient bénéficier à plus de 3 M d'habitants de l'Etat du RS, soit près de 30% de la population. Du côté des entreprises, de nombreuses

mesures consistent à reporter les remboursements de prêts ou encore à faciliter l'accès au crédit

² Ce montant comprend notamment la fourniture de médicaments et des actions de la Sécurité civile et de la Police fédérale.

³ Le projet de loi a été approuvé le 14 mai par le Congrès et doit encore être validé par le Sénat.

⁴ À ce jour, seul un montant de 1,5 Md BRL a été confirmé.

Bien qu'il soit encore difficile d'évaluer précisément les répercussions économiques des inondations sur l'État du RS et sur le Brésil dans son ensemble, des estimations préliminaires ont déjà été publiées et certains mécanismes de propagation du choc commencent à être identifiés.

- **Un impact sur plusieurs filières économiques :**

L'activité économique de l'État du RS se concentre principalement dans les services, qui représentent 61% de sa valeur ajoutée brute, suivis par l'industrie (24%) et l'agriculture (15%). À l'échelle nationale, l'État contribue à hauteur de 12,6% au PIB agricole et de 8,3% au PIB de l'industrie manufacturière.

Dans le secteur agricole, les premières estimations suggèrent un impact de la catastrophe climatique, dépassant 1,3 Md BRL. Le RS est un acteur majeur dans la production agricole nationale, notamment pour le riz (71% de la production nationale), le blé (48%), le lait (10% des volumes produits), la volaille (11% des abattages), le porc (11,5% du cheptel et 20% des abattages), et le vin (90%). Les inondations sont intervenues pendant la période de récolte estivale : environ 30% du soja et 20% du riz n'avaient pas encore été récoltés. De plus, les dommages potentiels au sol et aux infrastructures agricoles pourraient amplifier les pertes dans les mois à venir, avec **une estimation de la banque Bradesco prévoyant une perte de 0,5 point de pourcentage (p.p.) du PIB agricole brésilien par rapport aux estimations pré-inondations.**

Dans l'industrie manufacturière, le RS est un leader dans plusieurs secteurs, et

les interruptions prolongées dans l'approvisionnement en matières premières et les dommages physiques pourraient constituer des **risques majeurs en particulier dans la métallurgie, la production automobile, la production de chaussures, les produits chimiques et le tabac**, selon la Fédération des industries de l'État de RS (FIERGS)⁵.

Dans le secteur des services, notamment dans les transports et les services aux ménages tels que les loisirs, le tourisme et l'hôtellerie, les fermetures et les dommages aux infrastructures routières pourraient également avoir un impact significatif.

Plus globalement, les effets sur les différents secteurs pourraient être exacerbés par des problèmes logistiques (comme la fermeture prolongée de l'aéroport de Porto Alegre⁶ et de plusieurs routes), **des défis d'infrastructures**, tels que des coupures d'électricité et d'eau dans les municipalités, **ainsi que des dommages structurels durables. Ces problèmes risquent de perturber la chaîne d'approvisionnement vers d'autres États du Brésil**, en particulier ceux dépendant des intrants produits dans le RS.

- **Un impact sur le marché du travail local :**

En fin d'année 2023, le taux de chômage dans l'État du RS (5,2%) était nettement inférieur à la moyenne nationale (7,4%). **Les intempéries actuelles ont entraîné l'incapacité de centaines de milliers de personnes à se rendre sur leur lieu de travail, tandis que d'autres se retrouvent au chômage technique en raison de la fermeture d'entreprises.** Certains commerçants

⁵ Le RS représente plus de la moitié de la production nationale de tabac, 30,5% de la production de chaussures, 21,5% de meubles, 20,2% de machines et équipements, 13,3% de produits métalliques, et 11,2% de produits chimiques.

⁶ Porto Alegre est capitale de l'État du RS. La ville abrite l'un des aéroports les plus importants du Brésil en termes d'activité.

ont déjà adopté des mesures similaires à celles mises en place pendant la pandémie de Covid-19, telles que des réductions d'heures de travail et de salaires pour maintenir les emplois. À plus long terme, les dommages aux infrastructures des entreprises pourraient entraîner des licenciements avec de possibles impacts sur la consommation locale. **L'ampleur de l'impact dépendra en grande partie des mesures d'aide gouvernementales.**

- **Un faible impact sur l'inflation à ce stade :**

Selon les premières analyses économiques, **les inondations devraient entraîner une hausse soudaine des prix dans l'État du RS, un phénomène qui resterait toutefois relativement localisé en regardant l'indice global IPCA.** Selon les analystes, l'inflation devrait toucher en majorité les prix des produits alimentaires, en lien avec la baisse de la production agricole, et le secteur des transports, du fait des difficultés logistiques. Certains économistes estiment que **l'impact sur l'IPCA, l'indice officiel de l'inflation, pourrait se situer entre 0,1 et 0,2 p.p. pour les mois de mai et juin.** L'impact pourrait cependant être temporaire, voir même atténué au fil de l'année si le choc d'offre est résorbé à travers une reprise de la production et une augmentation des importations.

Une des principales préoccupations du gouvernement est l'évolution du prix du riz, largement touché par les pluies et un produit de base important dans le panier des ménages brésiliens. **Le gouvernement fédéral a annoncé une mesure provisoire pour permettre l'importation d'1 M de tonnes de riz** (soit près de 10% de la consommation brésilienne de riz) par la Société nationale d'approvisionnement

(Conab) afin de garantir l'approvisionnement et d'éviter la spéculation sur le prix du produit, et donc de limiter son impact sur l'IPCA.

- **Un impact estimé à ce jour non négligeable sur le taux de croissance :**

Selon les dernières données de l'IBGE, le PIB de l'État s'est élevé à 581,3 Mds BRL (105 Mds EUR) en 2021⁷, le classant comme le **4^{ème} plus grand État brésilien en termes d'activité économique, soit 6,5% du PIB total du Brésil.**

L'ampleur des dégâts matériels et des dommages aux infrastructures, qui ne seront connus qu'une fois que les eaux auront baissé, aura un impact significatif sur le PIB. L'impact global dépendra également largement des mesures d'aide et de subventions du gouvernement, dont l'effet est actuellement difficile à évaluer.

Au niveau local, la Fédération des industries du Rio Grande do Sul (FIERGS) prévoyait une croissance de 4,7 % du PIB de l'État en 2024. Cependant, **des évaluations préliminaires suggèrent des impacts potentiels allant jusqu'à 4 p.p. sur le PIB 2024,** même en tenant compte d'une hypothèse pour l'effort de reconstruction, **soit une croissance quasi-nulle par rapport à 2023.**

Au niveau national, les analystes estiment que l'impact potentiel sur le PIB du Brésil pourrait atteindre 0,2 à 0,4 p.p.. L'impact sur l'activité devrait se faire sentir dès le mois de mai et plus largement au cours du deuxième trimestre 2024.

- **Un impact sur les comptes publics :**

⁷ A titre de comparaison, les PIB de l'Uruguay et du Paraguay s'élevaient à 57 Mds EUR et 37 Mds EUR en 2021, respectivement.

Avant la catastrophe, l'État du RS était déjà confronté à une situation financière précaire, avec **une dette envers l'Union fédérale s'élevant à près de 100 Mds BRL (18 Mds EUR) le plaçant comme le 4^{ème} Etat le plus endetté du Brésil en 2023⁸.**

Si le gouvernement maintient son engagement à atteindre un déficit primaire nul pour 2024⁹, **les agences de notation telles que Standard & Poor's et Moody's ont exprimé leurs inquiétudes quant aux défis budgétaires exacerbés par les événements actuels.** Si le plan de soutien budgétaire de 51 Mds BRL (~0,5% du PIB) au RS est mis en œuvre comme prévu, **Moody's prévoit déjà une augmentation du déficit nominal de 0,5 p.p. pour 2024, passant de 6,2% à 6,7% du PIB.**

- **Un impact sur le secteur externe**

Selon le ministère du Commerce, l'État du RS était le 6^{ème} plus grand contributeur à l'excédent commercial du Brésil en 2023, avec un solde de 8,6 Mds USD sur les 98,9 Mds USD (soit 8,6% du total du solde brésilien). Ses principaux produits d'exportation incluent le soja, le tabac et la volaille. **La banque Bradesco estime déjà l'impact des inondations sur les exportations à environ 2 Mds USD, dont la moitié serait attribuée à la baisse des exportations de soja.** Par conséquent, les inondations devraient également avoir un impact sur la balance commerciale du Brésil en 2024, sans pour autant fragiliser l'excédent commercial, largement excédentaire.

⁸ L'État du RS a obtenu la note D pour l'évaluation de sa capacité de paiement en 2023. Il fait également partie du régime de recouvrement fiscal (RRF), créé en 2017 pour aider les États ayant des niveaux élevés d'endettement par rapport à leurs revenus.

⁹ Pour rappel, les dépenses extraordinaires fédérales ne sont pas incluses dans les règles budgétaires en raison de la déclaration de l'état de calamité publique pour le RS.

Actualités macro-économiques & financières

L'inflation repart à la hausse en avril et augmente de 0,33%.

Le taux d'inflation de référence au Brésil, l'indice général des prix à la consommation (IPCA), a atteint +0,33% en avril (corrigé des variations saisonnières), proche des prévisions de marché, contre +0,10% en mars et +0,82% en février. C'est ce que révèle [les dernières données](#) de l'Institut national brésilien des statistiques (IBGE).

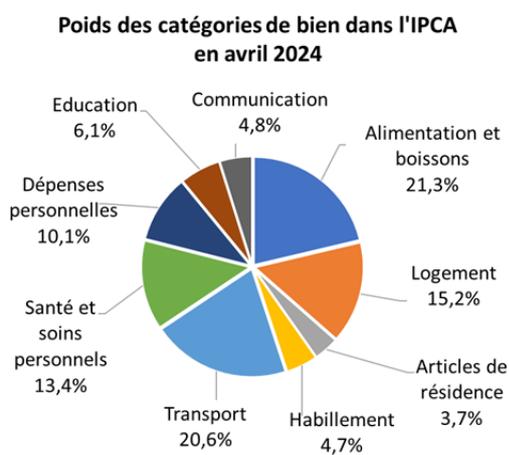
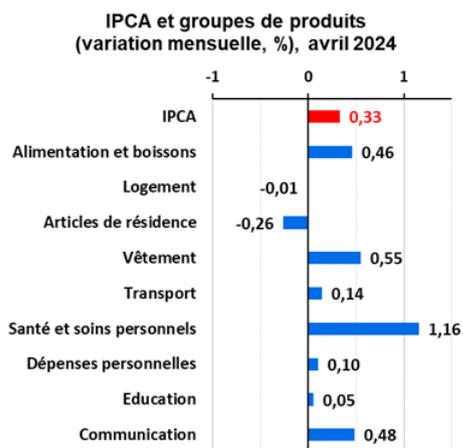
Les prix du secteur de la santé et des soins personnels ont augmenté de +1,16%, soit la variation la plus importante sur le mois. Cette hausse est largement due aux produits pharmaceutiques, dont les prix ont augmenté de +2,84%, suite à l'ajustement annuel des prix administrés permettant des hausses allant jusqu'à 4,5%¹⁰.

L'inflation a également été tirée par les prix alimentaires, en hausse de +0,46%. Cette augmentation est principalement liée à la réduction de la production agricole, causée par des conditions météorologiques défavorables. Les fortes pluies et vagues de chaleurs, exacerbées par le phénomène El Nino, ont perturbé plusieurs cultures, entraînant des hausses de prix. **Les répercussions des inondations dans le Rio Grande do Sul pourraient encore aggraver cette trajectoire dans les mois à venir, en particulier pour le soja et le riz.**

¹⁰ La chambre de régulation du marché des médicaments (CMED) a autorisé l'ajustement annuel des prix des médicaments au Brésil, à partir du 31 mars. Le pourcentage de 4,5% n'est pas une augmentation automatique des prix mais une définition du plafond autorisé par le réajustement.

Les prix de transports ont enregistré une hausse de +0,14%. Cette variation résulte des prix des carburants, notamment de l'essence (+1,51%) et l'éthanol (+4,56%). En revanche, les tarifs aériens ont chuté de -12,09%, figurant parmi les baisses de prix les plus importantes sur le mois.

Les prix des logements et des articles de résidence ont également diminué, les baisses se sont élevées respectivement à -0,01 et -0,26.



Source : IBGE

Les prévisions d'inflation du marché ont récemment été revues à la hausse pour 2024 et 2025. Elles s'établissent

désormais à +3,76% et +3,66%, respectivement, contre +3,71% et +3,56% il y a un mois. Cependant, **ces révisions ne tiennent pas encore compte de l'impact attendu des inondations dans le Rio Grande do Sul**, qui devraient exercer des pressions supplémentaires sur les prix, en particulier pour les produits alimentaires.

Les cotisations sociales payées par les entreprises dépassent le montant des salaires versés.

Les cotisations sociales payées par les entreprises dépasseraient les salaires versés aux employés, selon une [étude](#) de la Fondation de l'Institut de recherche économique (FIPE). Le calcul prend en compte l'ensemble des cotisations sociales¹¹ telles que celles dédiées à la sécurité sociale¹², au fonds de garantie des indemnités de licenciement (FGTS)¹³, et à la rémunération du 13^{ème} mois de salaire¹⁴. Les entreprises dépenseraient ainsi 2371 BRL de cotisations sociales mensuelles pour embaucher un travailleur qui perçoit un salaire de 2287 BRL, la rémunération moyenne mensuelle d'une personne ayant fait des études secondaires. Les charges sociales s'élèveraient ainsi à 103,7% de la rémunération pour ce type de salarié. Selon l'étude, ces coûts seraient un obstacle à l'expansion de l'emploi et à l'augmentation des salaires.

17 secteurs économiques à forte intensité de main d'œuvre bénéficient d'une exonération des cotisations de la sécurité sociale sur les salaires, et versent ces cotisations par rapport à leurs recettes brutes. Depuis 2012, les

¹¹ La plupart des cotisations sociales payées par les employeurs sont basées sur un pourcentage fixe du salaire brut de l'employé, sans progressivité par rapport au niveau du salaire.

¹² Les entreprises doivent payer des cotisations de sécurité sociale à hauteur de 20% des salaires des employés.

¹³ Le fonds de garantie des indemnités de licenciement est une réserve financière pour les employés en cas de

licenciement sans motif valable et dans d'autres situations telles que : la retraite, la fin d'un CDD, le décès du travailleur ou de l'employeur, etc.

¹⁴ Le 13^{ème} mois de salaire est une prime versée aux employés à la fin de l'année. Si l'employé travaille depuis plus d'un an dans la même entreprise, il reçoit un salaire mensuel supplémentaire. S'il travaille depuis moins d'un an dans la même entreprise, il reçoit un montant proportionnel au temps travaillé.

entreprises de ces 17 secteurs versent des cotisations de sécurité sociale variant entre 1% et 4,5% de leurs recettes brutes, au lieu des 20% habituels sur les salaires. Les objectifs étant de réduire les charges patronales et de stimuler l'emploi dans ces secteurs.

Si cette exonération est avantageuse pour les entreprises, elle représente un manque à gagner pour la sécurité sociale brésilienne, qui est déjà confrontée à des difficultés budgétaires. Le gouvernement souhaite donc réformer l'imposition de ces 17 secteurs. Il envisage de réintroduire progressivement les cotisations sociales sur les salaires afin de renforcer les recettes de la sécurité sociale. Suite à un long bras de fer entre le pouvoir exécutif et législatif sur la mise en place d'un projet de loi¹⁵, un accord a été conclu le 9 mai entre le gouvernement, le Congrès et les représentants des secteurs. Il consiste à rétablir progressivement des charges patronales pour la sécurité sociale, équivalant à 5% des salaires des employés en 2025, 10% en 2026, 15% en 2027 et 20% en 2028, soit le même taux que pour les autres secteurs économiques non exonérés.

La proposition de mettre fin à l'exonération fiscale est l'une des multiples mesures envisagées par le gouvernement pour accroître les recettes publiques et se conformer au

nouveau cadre budgétaire. L'exonération fiscale représenterait en effet un manque à gagner de 15,8 Mds BRL (2,84 Mds EUR). **Toutefois, cette mesure doit encore obtenir l'approbation du Tribunal suprême fédéral.**

Les 17 secteurs exemptés d'exonérations de l'impôt sur les salaires :

Fabrication de chaussures	Textile
Centre d'appel	Construction d'infrastructures
Fabrication de vêtements	Transport bus collectif
Communication	Transport routier de marchandises
Fabrication de véhicules	Métro, transports de passager
Machines et équipements	Projets de circuits intégrés
Technologies de communication	Cuir
Technologies d'information	Préparation protéines animales
Construction civile	

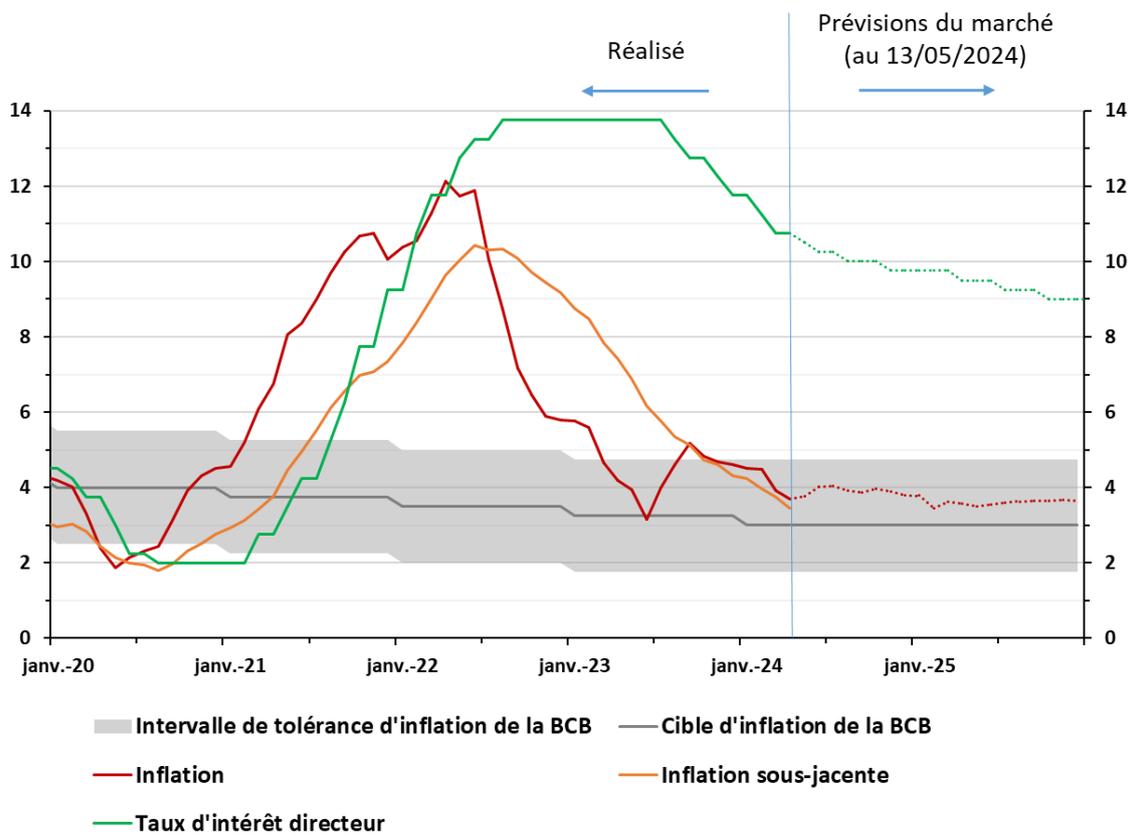
* * *

¹⁵ Initialement, le Congrès souhaitait prolonger cette exonération fiscale jusqu'en 2027. Le président Lula a posé son veto, qui a été renversé par le Congrès. En conséquence, le gouvernement a adopté un décret

présidentiel, qui n'a pas été approuvé par le Congrès, et qui a ainsi perdu sa validité. Le gouvernement s'est tourné vers le Tribunal suprême fédéral pour examiner cette mesure, où l'un des juges a exprimé son souhait d'analyser en détail le sujet.

Graphique de la semaine

Inflation (g.a., %) et taux directeur (cible Selic, %)



Source : Banque centrale du Brésil,
Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Sébastien Andrieux (Chef du service économique régional de Brasilia).

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier) et Alice Lebreuilly.

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr